

RCS : CLERMONT FERRAND

Code greffe : 6303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CLERMONT FERRAND atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1973 B 00018

Numéro SIREN : 873 200 182

Nom ou dénomination : CENTRE DE REVISION D ETUDES ET DE GESTION

Ce dépôt a été enregistré le 07/05/2019 sous le numéro de dépôt 7002

SOCIETE CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION

En abrégé : « CREG »

Société Anonyme d'Expertise-Comptable et de Commissaire aux Comptes
au capital de 496.800 euros

Siège social : 9 avenue Léonard de Vinci – La Pardieu - 63000 CLERMONT FERRAND

873 200 182 RCS CLERMONT FERRAND

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
DU 31 JANVIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf,
Le trente-et-un janvier,
A 12 heures,

Les actionnaires de la société SOCIETE CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION, en abrégé « CREG », société anonyme au capital de 496.800 euros, divisé en 5.520 actions, dont le siège est 9 avenue Léonard de Vinci – La Pardieu - 63000 CLERMONT FERRAND, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, 9 avenue Léonard de Vinci – La Pardieu 63000 CLERMONT FERRAND, sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom qu'en qualité de mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.


Madame Françoise SIROT et Monsieur Eric MENA, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Thierry POUYET est désigné comme secrétaire.

La Société ACF – AUDIT COMPTABILITE FISCALITE, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoquée, est absente et excusée.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent 5.520 actions sur les 5.520 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant au moins le quart des actions ayant droit de vote, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

EM  TD PY

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Conseil d'Administration,
- le rapport du Commissaire aux Comptes,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Réduction du capital social pour un montant de 115.290 euros, par voie de rachat de 763 actions détenues par la société « EM CAC » et de 518 actions détenues par Madame Françoise SIROT, associés, en vue de leur annulation, selon les modalités fixées par l'article L. 225-207 du Code de commerce, pour un prix de 915 euros par action, et ce, sous la condition suspensive de la réalisation de la cession des actions de la société « SALVAN et Associés » prévue dans le protocole sous signature privée qui prévoit notamment la présente opération de réduction de capital et de rachat d'actions et la cession des actions de la filiale « SALVAN et Associés ».
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs au conseil d'administration pour constater la réalisation de la condition suspensive, procéder au rachat d'actions, constater la réduction de capital, et procéder aux modifications statutaires corrélatives.
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

EM


PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux Comptes, autorise la réduction du capital social pour un montant de 115.290 euros, pour le ramener de 496.800 euros à 381.510 euros, par voie de rachat de 763 actions détenues par la société « EM CAC » et de 518 actions détenues par Madame Françoise SIROT, associés, en vue de leur annulation, selon les modalités fixées par l'article L. 225-207 du Code de commerce et les modalités ci-après.

Cette opération sera réalisée par rachat :

- des 763 actions de 90 euros de valeur nominale chacune, détenues en pleine propriété par la société « EM CAC », pour un prix global et forfaitaire de 698.145 euros, soit 915 euros par action.
- des 518 actions de 90 euros de valeur nominale chacune détenues en pleine propriété par Madame Françoise SIROT, pour un prix global et forfaitaire de 473.970 euros, soit 915 euros par action.

Cette décision est prise sous la condition suspensive de la réalisation de la cession par la Société de ses actions de la société « SALVAN et Associés », telle qu'elle est prévue dans le protocole sous signature privée conclu en date du 25 janvier 2019, protocole qui prévoit notamment la présente opération de réduction de capital et de rachat d'actions et la cession des actions de la filiale « SALVAN et Associés ». En cas de non réalisation de la cession par la Société de ses actions de la société « SALVAN et Associés » à la société SEGECO AUDIT du fait de la société CREG ou de l'un de ses associés, sauf le fait de la société EM CAC et Françoise SIROT, la condition suspensive sera considérée comme réalisée.

Cette condition suspensive devra être réalisée au plus tard le 15 mars 2019. A défaut, la présente décision deviendra caduque.

En revanche, il est précisé que cette décision n'est pas prise sous la condition suspensive de l'absence d'opposition.


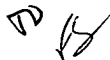
L'opération de rachat forme un tout indivisible et ne pourra être réalisée partiellement.

L'excédent du prix de rachat sur la valeur nominale de chaque action rachetée, soit la somme de 825 euros par action, sera imputé sur le poste de réserve facultative, soit une somme globale de 1.056.825 euros.

Tous les droits attachés aux actions rachetées, notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, seront annulés.

Le rachat ainsi que l'annulation des actions seront constatés par une décision du conseil d'administration.

Le paiement du prix de rachat des actions sera effectué en numéraire, dans les huit jours suivant l'expiration du délai d'opposition ou du rejet de celle-ci par le tribunal de commerce, en présence de créanciers opposants. Il sera effectué entre les mains du séquestre désigné par le Protocole précité et selon les modalités prévues par la convention de séquestre qui y est contenue.

EM  

L'assemblée a connaissance que la présente résolution, ne prévoyant pas le rachat d'action auprès de tous les associés, elle ne pourra être adoptée qu'à l'unanimité de tous les associés de la Société, chacun renonçant en ce qui le concerne au rachat des actions lui appartenant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la réduction de capital, objet de la première résolution ci-avant, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts, ainsi qu'il suit :

ARTICLE 6 FORMATION DU CAPITAL – APPORTS

Il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 6 :

« Le capital social a été réduit d'un montant de 115.290 euros, aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 31 janvier 2019 et d'une décision du conseil d'administration en date du _____ . »

Le reste de l'article est inchangé

"ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

*Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT QUATRE VINGT UN MILLE CINQ CENTS DIX EUROS** (381.510 €), divisée en 4.239 actions de **QUATRE VINGT DIX EUROS** (90 €) de valeur nominale, de même catégorie, entièrement souscrites et libérées."*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration à l'effet de constater la réalisation de la condition suspensive stipulée dans la première résolution adoptée ci-dessus, puis de procéder au rachat des actions dans les conditions qui viennent d'être fixées et permettant la réduction de capital, notamment en régularisant les actes constatant la réduction de capital et le rachat des actions et par suite, de constater la réalisation définitive de la réduction de capital et la modification corrélative des statuts, et plus généralement, procéder à tout acte et toute formalité nécessaire pour parvenir à la réalisation définitive de la présente opération.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



QUATRIEME RÉSOLUTION

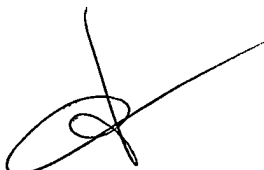
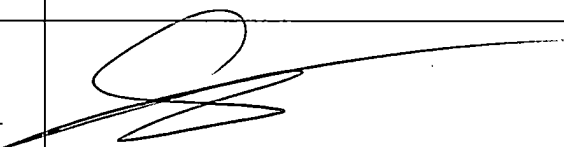
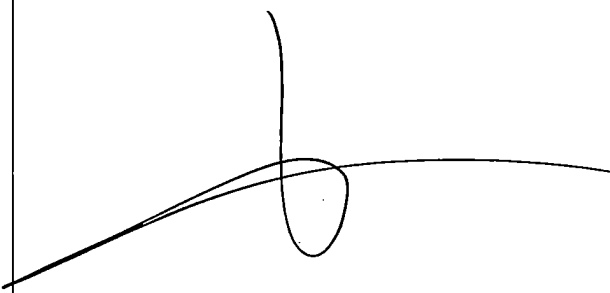
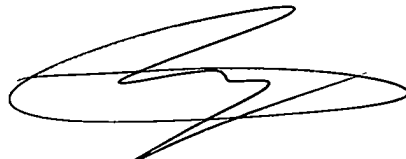
L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité _____

*
* *

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE	
Les Scrutateurs M ^{me} <u>Françoise SIRET</u> M <u>Melina ERIC</u>	 
Le Secrétaire M <u>Thierry POUYET</u>	

**SOCIETE
CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION**

**ACTE CONSTATANT UN RACHAT D' ACTIONS
ET LA REDUCTION DE CAPITAL CORRELATIVE
PAR ANNULATION DESDITES ACTIONS**

En date du 15 mars 2019

Entre :

La Société EM CAC

Madame Françoise SIROT

&

CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION

SOCIETE CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION

En abrégé « CREG »

Société anonyme au capital de 496 800 euros
Siège social : 9 avenue Léonard de Vinci – La Pardieu
63000 CLERMONT-FERRAND

873 200 182 RCS CLERMONT-FERRAND

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

1. La société EM CAC,

Société par actions simplifiée au capital de 290 990 euros, ayant son siège social à CLERMONT-FERRAND (63000), 11 rue Maurice Weiss, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND sous le numéro 821 161 288,

Représentée par son Président, Monsieur Eric MENA,

2. Madame Françoise SIROT, née le 27 novembre 1965 à MONTLUCON (03), demeurant à MONTLUCON (03100), 3 impasse des Fauvettes,

ci-après dénommées ensemble "LES CEDANTS",
Et individuellement « CEDANT »

D'UNE PART,

3. La société CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION, en abrégé « CREG »,

Société anonyme au capital de 496 800 euros, ayant son siège social à CLERMONT-FERRAND (63000), 9 avenue Léonard de Vinci – La Pardieu, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CLERMONT-FERRAND sous le numéro 873 200 182,

Représentée par son Président et Directeur Général, Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE,

ci-après dénommée "LE CESSIONNAIRE",

D'AUTRE PART,

ETANT EXPOSE QUE :

Aux termes du procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 janvier 2019, la collectivité des actionnaires a décidé de réduire le capital social de 496 800 euros à 381 510 euros, par voie de rachat de 1 281 actions de 90 euros de valeur nominale chacune, moyennant le prix global de 1 172 115 euros, soit un prix unitaire de 915 euros, payable en numéraire, et ce, sous la condition suspensive de la réalisation de la cession par la société de ses actions de la société « SALVAN et Associés », telle qu'elle est prévue dans le protocole sous signature privée conclu en date du 25 Janvier 2019.

Aux termes de la troisième résolution de ce procès-verbal, l'Assemblée Générale des actionnaires a donné tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de constater la réalisation de la condition suspensive, puis de procéder au rachat des actions permettant la réduction de capital, notamment en régularisant l'acte constatant la réduction de capital et le rachat des 763 actions détenues par la société EM CAC et les 518 actions détenues par Madame Françoise SIROT, et par suite de constater la réalisation définitive de la réduction du capital et la modification corrélative des statuts, et plus généralement procéder à tout acte et toute formalité nécessaire pour parvenir à la réalisation définitive de l'opération.

Le procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire susvisé a été déposé au greffe du Tribunal de Commerce de CLERMONT-FERRAND le 6 février 2019.

Le 4 mars 2019, soit à l'expiration du délai de 20 jours fixé à l'article R. 225-152 du Code de Commerce, le Greffier du Tribunal de Commerce de CLERMONT-FERRAND a établi un certificat duquel il résulte qu'aucune opposition n'a été formée dans le délai prescrit.

Le Conseil d'Administration en date de ce jour a constaté la réalisation de la condition suspensive et a donné tous pouvoirs à son Président Directeur Général, Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE, à l'effet de signer tous actes en vue du rachat des actions et, par suite, constater la réalisation définitive de la réduction du capital et la modification corrélative des statuts, et plus généralement procéder à tout acte et toute formalité nécessaire pour parvenir à la réalisation définitive de l'opération.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

PARTIE 1
CONSTATATION DE LA REALISATION DE LA CONDITION SUSPENSIVE

Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE, ès qualité de Président et Directeur Général de la société CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION, constate que la condition suspensive à laquelle était soumise la réalisation définitive de la réduction de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2019, savoir la cession par la société de ses actions de la société « SALVAN et Associés », telle qu'elle est prévue dans le protocole sous signature privée conclu en date du 25 Janvier 2019, est réalisée ce jour.

PARTIE 2
CONSTATATION DU RACHAT DES ACTIONS PAR LA SOCIETE

Article 1. CESSION

En conséquence de la constatation de la réalisation de la condition suspensive, LES CEDANTS cèdent et transportent, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au CESSIONNAIRE qui accepte, la pleine propriété de MILLE DEUX CENT QUATRE-VINGT UNE (1 281) actions leur appartenant dans la société CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION, selon la répartition suivante, savoir :

- Par la société EM CAC,
A hauteur de sept cent soixante-trois actions, ci 763 actions

- Par Madame Françoise SIROT,
A hauteur de cinq cent dix-huit actions, ci 518 actions.

Le CESSIONNAIRE devient en conséquence propriétaire des actions à compter de ce jour et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces actions, sans exceptions ni réserves.

Le CESSIONNAIRE se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le CESSIONNAIRE aura seul droit aux dividendes relatifs auxdites actions à compter de la date de ce jour.

EM &
CO EMF

Article 2. PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global de UN MILLION CENT SOIXANTE-DOUZE MILLE CENT QUINZE (1 172 115 €), selon la répartition suivante :

- A la société EM CAC :
la somme de six cent quatre-vingt-dix-huit mille cent quarante-cinq euros,
ci..... 698 145 euros,

- A Madame Françoise SIROT,
la somme de quatre cent soixante-treize mille neuf cent soixante-dix euros,
ci 473 970 euros,

Que le CESSIONNAIRE a payé à l'instant même de la manière suivante, en vertu d'une convention de délégation et de séquestre conclue par acte sous signature privée en date du 25 janvier 2019 :

Au titre de la cession des actions par la société EM CAC :

A hauteur de 481 950 euros par voie de délégation de la société SEGECO AUDIT (délégée) via le tiers séquestre (le Cabinet BRET/BRUMM)

A hauteur du solde, soit la somme de 216 195 euros, par versement entre les mains du Cabinet BRET / BRUMM, tiers séquestre, par virement bancaire,

Au titre de la cession des actions de Madame Françoise SIROT :

A hauteur de 328 050 euros par voie de délégation de la société SEGECO AUDIT (délégée) via le tiers séquestre (le Cabinet BRET/BRUMM)

A hauteur du solde, soit la somme de 145 920 euros, par versement entre les mains du Cabinet BRET / BRUMM, tiers séquestre, par virement bancaire,

Ce que reconnaissent expressément LES CEDANTS qui en consentent bonne et valable quittance.

DONT QUITTANCE

Le Cabinet BRET / BRUMM, tiers séquestre, est une société pluripersonnelle d'exercice d'avocats et d'expert-comptable, sous forme de société par actions simplifiée au capital de 526 863,82 euros, dont le siège social est situé à LYON (69006), 170 boulevard de Stalingrad, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le numéro 387 537 384, représentée par Maître Nicolas BOURACHOT, Avocat.

Article 3. DECLARATIONS

3.1 LES CEDANTS déclarent :

- que les actions cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- qu'ils ont la pleine propriété des actions cédées.

3.2 LE CEDANTS et LE CESSIONNAIRE déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Article 4. REMISE DE DOCUMENTS

Il est remis ce jour par chacun des CEDANTS un ordre de mouvement relatif au transfert de leurs actions dûment signé.

Il appartiendra à la partie la plus diligente de faire retranscrire le mouvement dans le Service Titres de la Société à effet de ce jour.

Article 5. FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera rendue opposable à la Société par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au cabinet ID3 AVOCATS en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

PARTIE 3
CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE LA REDUCTION DE CAPITAL CORRELATIVE AU RACHAT D' ACTIONS PAR LA SOCIETE

Article 1. CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DE LA REDUCTION DE CAPITAL

Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE, ès qualité de Président et Directeur Général de la société CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION, constate que conformément à la décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 janvier 2019, le capital se trouve définitivement réduit de QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE HUIT CENTS (496 800) euros à TROIS CENT QUATRE VINGT UN MILLE CINQ CENT DIX (381 510) euros par suite du rachat des 1 281 actions ci-avant.

La différence entre le prix global de rachat et la valeur nominale des actions rachetées, soit un montant de UN MILLION CINQUANTE SIX MILLE HUIT CENT VINGT-CINQ EUROS (1 056 825 €), sera imputée sur le poste de réserves facultatives.

Tous les droits attachés aux actions rachetées, notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, sont annulés à compter de ce jour.

Article 2. MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

La réduction de capital étant réalisée de manière définitive, Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE, ès qualité de Président et Directeur Général de la société CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION, confirme la modification des articles 6 et 8 des statuts, décidée sous condition suspensive par l'assemblée générale extraordinaire précitée ci-dessus, lesquels seront rédigés de la manière suivante :

« ARTICLE 6 FORMATION DU CAPITAL – APPORTS »

Il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 6 :

« Le capital social a été réduit d'un montant de 115.290 euros, aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 31 janvier 2019 et d'une décision du conseil d'administration en date du 15 mars 2019. »

Le reste de l'article est inchangé

« ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL »

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT QUATRE VINGT UN MILLE CINQ CENTS DIX EUROS (381.510 €), divisée en 4.239 actions de QUATRE VINGT DIX EUROS (90 €) de valeur nominale, de même catégorie, entièrement souscrites et libérées."

Article 3. FRAIS, DROITS ET HONORAIRES

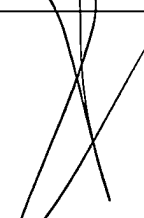
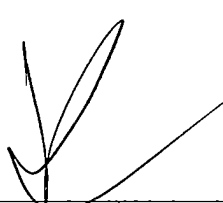

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront à la charge du Cessionnaire qui s'y oblige.

Article 4. DECLARATION RELATIVE A L'ENREGISTREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 814 C, 2° du Code Général des Impôts, la réduction de capital objet des présentes étant consécutive au rachat par la société de ses propres titres, avec attribution de biens sociaux aux associés, et un seul acte étant établi pour constater les deux opérations, les présentes seront enregistrées gratuitement.

FAIT A CLERMONT-FERRAND
LE 15 mars 2019

EN 6 ORIGINAUX

<p>LES CEDANTS La société EM CAC Représentée par Monsieur Eric MENA</p> <p>Madame Françoise SIROT</p>	  P10 84
<p>LE CESSIONNAIRE La société CREG Représentée par Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE</p>	

Inscrite à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
CLERMONT-FERRAND

Le 25/04 2019 Dossier: 2019 00029282, référence : 6304P01 2019.A.02398...

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

L'Agent administratif principal des finances publiques

Patricia CHAUVET
Agent Principal



DEPOT N° A7002

DU 7 MAI 2019

CENTRE DE REVISION D'ETUDES ET DE GESTION

« CREG »

Société Anonyme d'Expertise Comptable
et de Commissaires aux Comptes
au capital 381 510 euros

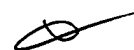
Siège social : 9 avenue Léonard de Vinci
La Pardieu
63000 CLERMONT-FERRAND

873 200 182 RCS CLERMONT-FERRAND

STATUTS

Date de dernière mise à jour :

AGE du 31 janvier 2019 et acte constatant le rachat d'actions et la réduction du capital social



TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET SIEGE - DUREE

Article 1 - FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance aux termes d'un acte sous seing privé en date à Clermont-Fd du 4 janvier 1973, enregistré à Clermont-Fd le 10 janvier 1973 bordereau 20/1.

Les actionnaires de la Société ont modifié le mode d'administration et de direction pour adopter la formule à Conseil d'administration au cours d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 13 octobre 1997.

La Société continue à exister sous son nouveau mode d'administration et de direction entre les propriétaires des actions existantes et de toutes celles qui seraient créées ultérieurement. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés anonymes, ainsi que sur l'organisation et l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est « **CENTRE DE REVISION, D'ETUDES ET DE GESTION** » (C.R.E.G.).

Dans toutes les correspondances et tous les documents émanant de la société, la dénomination est accompagnée de la désignation de société d'Expertise Comptable et de Commissaires aux Comptes complétée par l'indication de la forme juridique et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - OBJET

La société a pour objet l'exercice des professions d'Expert-Comptable et de Commissaires aux Comptes, telle qu'elles sont définies par les textes législatifs et réglementaires.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment détenir des participations dans des entreprises de toute nature, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 9 avenue Léonard de Vinci, La Pardieu, 63000 CLERMONT-FERRAND.

S.A. EXCO CLERMONT-FD

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à SOIXANTE (60) années, à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée. Elle expirera le 31 décembre 2032.

Article 6 - FORMATION DU CAPITAL - APPORTS

Les apports effectués à la Société s'établissent ainsi :

- A la constitution de la Société :
 - Apports en numéraire pour 100.000,00 F
- D'autres apports ont été effectués postérieurement à la constitution, savoir :
 - Augmentation de capital par capitalisation de réserves, décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 mars 1983 100.000,00 F
 - Augmentation de capital en numéraire autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 mars 1983 et définitivement réalisée le 9 juin 1983 100.000,00 F
 - Augmentation de capital en numéraire autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 mars 1988 et définitivement réalisée le 22 mars 1990 . 30.000,00 F
 - Augmentation de capital par incorporation de réserves décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 mars 2000 968.794,80 F
 - TOTAL DES APPORTS FAITS A LA SOCIETE 1.298.794,80 F
 - Soit 198.000,00 €
 - Augmentation de capital par incorporation de réserves décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 mars 2003 99.000,00 €
 - TOTAL 297.000,00 €
 - Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 mars 2007, le capital social a été porté à la somme de 338.400,00 € par apport en numéraire d'une somme de 41.400 €."
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juillet 2012, le capital social a été porté à la somme de 475.020 € par apports des titres ci-après :
 - 1.875 actions de la SAS SALVAN & Associés
 - 3.820 actions de la SA Cabinet Anne BONNICHON & Associés
 - 238 parts de la SARL FIDEXCO

En contrepartie de ces apports, il a été attribué aux apporteurs 1.518 actions nouvelles de 90 € de valeur nominale chacune.

Les modalités et conditions de ces apports sont relatées dans un acte ; les évaluations des biens apportés ont été décidées au vu d'un rapport établi par Monsieur Marc JAMON, commissaire aux apports, désigné par le Président du Tribunal de Commerce de Clermont-Fd.

- Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juillet 2012 et d'une décision du Conseil d'Administration du 16 juillet 2012 agissant sur délégation de pouvoirs de l'Assemblée, le capital social a été augmenté d'une somme de 6.570 € nominal, pour être porté à la somme de 481.590 €.
- Le capital a été augmenté d'un montant de 66.060 € par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 31 mars 2015, lors de la fusion par voie d'absorption de la Société CAS, en vertu de laquelle il a été fait apport du patrimoine de cette Société, la valeur nette des apports effectués à titre de fusion s'élevant à 582.045 € ».

S.A. EXCO CLERMONT-FD

- Le capital social a été réduit d'un montant de 115.290 euros, aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale extraordinaire en date du 31 janvier 2019 et d'une décision du conseil d'administration en date du 15 mars 2019.

Article 7 – AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit des personnes associés ou non.

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT QUATRE VINGT UN MILLE CINQ CENTS DIX EUROS** (381.510 €), divisée en 4.239 actions de **QUATRE VINGT DIX EUROS** (90 €) de valeur nominale, de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

Article 9 - FORME DES ACTIONS - LISTE DES ACTIONNAIRES - REPARTITION DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La liste des actionnaires sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des Pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Plus de la moitié du capital et plus des deux tiers des droits de vote doivent être détenus par des experts-comptables, directement ou par l'intermédiaire d'une société inscrite à l'Ordre. Si une autre société inscrite à l'Ordre vient à détenir des actions de la société, ces actions n'entreront en ligne de compte, dans le calcul de ces quotités, que dans la proportion équivalente à celle des droits sociaux que les experts-comptables détiennent dans le capital de la société intermédiaire.

Les trois quarts du capital doivent être détenus par des commissaires aux comptes et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes. Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital d'une autre société de commissaires aux comptes, les actionnaires ou associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne doit détenir, directement ou par personne interposée, une partie du capital ou des droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa Profession ou l'indépendance des associés experts-comptables, ainsi que le respect par ces derniers des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes.

S.A. EXCO CLERMONT-FD

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218, alinéa 6, de la loi du 24 Juillet 1966.

Article 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

- 1) La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou l'inscription de la mention modificative à la suite d'une augmentation du capital.

- 2) Toutes cessions ou mutations d'actions au profit d'une personne ayant déjà la qualité d'actionnaire s'effectuent librement sous réserve qu'elles ne portent pas atteinte aux règles énoncées à l'article 9 et concernant les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes.

Toutes autres transmissions, à quelque titre que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent pour devenir définitives, être autorisées par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966.

- 3) En cas de transmission entre vifs, la demande d'agrément qui doit être notifiées à la société indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

Le Conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délais équivaut à une notification d'agrément. Le Conseil n'est jamais tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur. Si l'agrément est refusé, le Conseil d'Administration est tenu, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes actionnaires ou non, choisies par lui. Il doit notifier au cédant le nom des personnes désignées par lui, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par tout moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des Cours et Tribunaux soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de cette expertise sont supportés par moitié par le cédant et par la société.

Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de la faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession.

Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en faisaient l'objet.

S.A. EXCO CLERMONT-FD

Avec le consentement du cédant et son accord sur le prix, le Conseil peut également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même, si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

- 4) En cas de mutation par décès, les dispositions du § III s'appliquent aux héritiers et ayants droit du titulaires des actions, lorsqu'ils doivent être agréés comme actionnaires ; ces héritiers et ayants droit sont tenus de présenter toutes justifications de leurs qualités. Le refus d'agrément ne leur laisse, à défaut d'accord sur le prix, que la possibilité de demander l'expertise.
- 5) Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande de la société par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.
- 6) En cas d'augmentation de capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du Conseil d'Administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.
- 7) Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues au présent article sont toute faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
- 8) Toute admission d'un nouvel actionnaire étant soumise à l'agrément du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 Juillet 1966, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement d'actions ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties.

Article 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Lorsque la cessation d'activité du professionnel actionnaire pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des experts comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel actionnaire pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des commissaires aux comptes au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'actionnaire est exclu de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du tribunal de Commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, l'inscription sur les registres sociaux mentionne le nom de l'usufruitier et du ou des nus-propriétaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Les actions indivises ou dont la propriété est démembrée, ne sont pas considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 9, alinéas 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, Experts-Comptables ou Commissaires aux Comptes.

Article 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les Assemblées Générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils exécutent au nom de la société.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve des prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Article 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de TROIS (3) membres au moins et de DIX HUIT (18) au plus ; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de dix huit personnes pourra être dépassé dans les conditions et limites fixées par le Code de Commerce.

Les trois quarts au moins des administrateurs en fonction doivent être Commissaires aux Comptes.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de SOIXANTE DIX (70) ans ne peut dépasser le tiers des membres du Conseil d'Administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

Sauf lorsque le Code de Commerce le dispense de cette obligation, chacun des administrateurs doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire d'UNE (1) action affectée à la garantie des actes de gestion.

2 - Présidence

Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres, personnes physiques, inscrits au tableau de l'ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes. Il détermine sa rémunération.

Le président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

Le président ne peut être âgé de plus de 70 ans, lorsqu'il atteint cette limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Président du Conseil d'Administration représente le Conseil d'Administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

S'il le juge utile, le Conseil peut nommer un ou plusieurs vice-présidents dont les fonctions consistent exclusivement, en l'absence du Président, à présider les séances du Conseil et les Assemblées. En l'absence du Président et des vice-présidents, le Conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la réunion. Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

3 - Délibérations du Conseil - Procès-verbaux

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Il est convoqué par le Président à son initiative et, s'il n'assume pas la direction générale, sur demande du directeur général ou encore, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, sur demande du tiers au moins des administrateurs. Hors ces cas où il est fixé par le ou les demandeurs, l'ordre du jour est arrêté par le Président.

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

Les réunions doivent se tenir au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

~~Les délibérations sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi. Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.~~

4 - Pouvoirs du Conseil

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

S.A. EXCO CLERMONT-FD

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Article 16 – DIRECTION GENERALE

1 - Choix entre les deux modalités d'exercice de la direction générale

La direction générale est assurée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique choisie parmi les membres du Conseil ou en dehors d'eux, qui porte le nom de directeur général.

Le Conseil d'Administration statuant dans les conditions définies par l'article 15 des statuts, choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale. Il peut à tout moment modifier son choix. Dans chaque cas, il en informe les actionnaires et les tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Dans l'hypothèse où le Président exerce les fonctions de directeur général, les dispositions des présents statuts relatives à ce dernier lui sont applicables.

2 – Directeur général

Lorsque le conseil d'administration décide de confier la direction générale de la société à un directeur général, il procède à la nomination de celui-ci, qui est choisi parmi les actionnaires, personnes physiques, inscrits sur la liste des commissaires aux comptes, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Le directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le directeur général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux Assemblées d'actionnaires ainsi qu'au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers auxquels toutes décisions limitant ses pouvoirs sont inopposables. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Le directeur général est autorisé par le Conseil d'Administration à consentir les cautions, avals et garanties données par la Société dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur.

3 – Directeurs généraux délégués

Sur proposition du directeur général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le directeur général avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut être supérieur à cinq.

S.A. EXCO CLERMONT-FD

Le ou les directeurs généraux délégués peuvent être choisis parmi les membres du Conseil ou en dehors d'eux.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du directeur général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

En accord avec le directeur général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Ceux-ci disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

La limite d'âge applicable au directeur général vise également les directeurs généraux délégués.

Le Conseil d'Administration peut confier à tous mandataires, choisis parmi ses membres ou hors de son sein, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer les pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

Article 16 bis - CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET UN DIRIGEANT, UN ADMINISTRATEUR OU UN ACTIONNAIRE

Toute convention intervenant entre la Société et son directeur général, l'un de ses directeurs généraux délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise à la procédure d'autorisation, de vérification et d'approbation prévue par le Code de commerce.

Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la Société par personne interposée.

Sont également soumises à cette procédure les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le directeur général, l'un des directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des conventions courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'Administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au directeur général, aux directeurs généraux délégués et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 17 – ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par le Code de commerce, notamment par le ou les Commissaires aux Comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le Conseil d'Administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il peut être procédé à un scrutin secret dont l'Assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise de la résolution en cause.

Article 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

Article 19 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er OCTOBRE et finit le 30 SEPTEMBRE.

Article 20 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice


S.A. EXCO CLERMONT-FD

distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 21 - CONTESTATIONS

En cas de contestations entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables ou du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, selon l'objet du litige.

En cas de contestations soit entre les actionnaires, les administrateurs, les liquidateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage, selon leur choix, soit du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables, soit du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes.

NOM	SIGNATURE
Le Président Directeur Général Monsieur Pierre-Jean ORCEYRE	

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME A L'ORIGINAL